

Service santé et protection animales – environnement
5 Voie Gisèle Halimi
BP 91705
25000 Besançon

Besançon, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC POLAIRE-SARL L'ODYSSEE BLANCHE

LE CERNOIS VEUILLET
25240 CHAUX-NEUVE

Références : CM/2025/01644
Code AIOT : 0003303273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement PARC POLAIRE-SARL L'ODYSSEE BLANCHE implanté le cernois Veillet 25240 Chaux-Neuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre du plan national d'action loup et activités d'élevage 2025, qui prévoit à l'action 4.1 de développer des moyens garantissant que le cadre réglementaire relatif aux loups captifs et son application préviennent efficacement toute fuite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC POLAIRE-SARL L'ODYSSEE BLANCHE
- le cernois Veillet 25240 Chaux-Neuve
- Code AIOT : 0003303273
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc polaire est un établissement de présentation au public en immersion d'animaux sauvages .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'absence de clôture d'enceinte extérieure au niveau d'une partie de l'enclos des loups créé un risque d'évasion des animaux dans le milieu naturel et un risque pour la sécurité des visiteurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2
Thème(s) : Élevage, sécurité
Prescription contrôlée : Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes. Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes. La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre. L'exigence d'une enceinte extérieure ne s'applique pas aux établissements où les présentations d'animaux au public s'effectuent à l'intérieur de bâtiments clos, tels les aquariums ou les vivariums.
Constats : NON CONFORME La conception du site et son absence de clôture d'enceinte permettent l'accès à proximité directe de l'enclos des loups et à la zone technique via le bas du parking visiteurs (à pied ou en voiture). En effet, l'enclos des loups d'une superficie inférieure à 2 hectares ne dispose pas d'une seconde clôture d'enceinte extérieure de 1.80 m de hauteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé la mise en conformité du site. Une présentation du projet de mise en œuvre d'une clôture d'enceinte du site doit être transmise au service d'inspection ICPE, dans un délai maximum de 2 mois. La mise en place de la clôture d'enceinte doit être mis en place dans un délai maximal de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois (projet et échéancier) - 6 mois (mise en œuvre)